

الرقم	الموضوع : المرأة والحياة السياسية		مركز المرأة العربية للتدريب والبحوث
البلد : Tunis	موقع الويب :	المصدر : Le Temps	
العدد و [ص]:	التاريخ 2011-03-09		

Lancement du réseau des femmes syndicalistes arabes

« Les syndicats, ce n'est plus une affaire de "Machos" »

- Jrad le reconnaît : "Quoiqu'elles bénéficient d'un statut privilégié, les femmes sont sous-représentées au syndicat"

Un réseau des femmes syndicalistes arabes a été lancé, hier à Tunis, avec la participation de déléguées de huit pays arabes, réunies, à cet effet, en une Conférence de deux jours, à l'invitation de l'Union Générale des Travailleurs Tunisiens (UGTT). Il s'agit de l'Algérie, Maroc, Mauritanie, Tunisie, Egypte, Jordanie, Palestine, Yémen.

L'initiative coïncidant avec la célébration du centième anniversaire de la Journée Internationale de la Femme, fait suite à une décision prise dans ce sens par la Confédération Syndicale Internationale (CSI), ou Union Internationale des Confédérations Syndicales (IUTC, International Union Trade Confédérations), à l'occasion de son Congrès mondial tenu en juillet dernier à Vancouver (Canada).

Ce Réseau est conçu comme étant un moyen de réaliser l'égalité entre les genres sur le plan syndicaliste.

Une solennité marquée, justifiée par les circonstances exceptionnelles que traversent, en ce moment, la Tunisie et la région arabe, a été conférée à ce premier grand événement à vocation arabe et internationale, se tenant en Tunisie, après la Révolution, et en plus, dans un hôtel touristique des côtes de Carthage, façon de montrer qu'après avoir été les grandes initiatrices des révolutions sociales arabes, les Forces syndicales et ouvrières sont aussi des fers de lance économiques.

Plusieurs personnalités syndicalistes tunisiennes, arabes et internationales ont assisté, en effet, au lancement de ce Réseau des femmes syndicalistes arabes, dont on signale notamment M. Abdessalem Jrad, secrétaire général de l'UGTT et Mme Sharan Burrow, secrétaire générale de la CSI, qui n'a pas manqué, à cette occasion, d'exprimer sa profonde considération pour la Révolution tunisienne et sa précieuse contribution à l'éveil démocratique dans les pays arabes. Des représentants de l'Organisation internationale du travail participaient aussi à la réunion.

« C'est un honneur pour la CSI de lancer ce nouveau réseau des femmes syndicalistes arabes en Tunisie, pays qui par une révolution courageuse et une transition vers la démocratie inédite entraîne dans son sillage de grands espoirs pour plus de justice et de liberté dans l'ensemble du monde arabe », a dit Mme Sharan Burrow, ajoutant que pour la CSI, la lutte pour la démocratie est indissociable de la reconnaissance des droits fondamentaux des travailleurs, massivement bafoués dans la région arabe, en particulier pour les femmes.

Elle a rappelé que de longue date, la CSI n'a cessé de dénoncer l'absence de démocratie réelle et les violations des libertés fondamentales et syndicales dans la région, de même que les conditions de vie socio-économiques en dégradation constante pour la majorité des travailleurs.

M. Abdessalem Jrad a reconnu qu'en Tunisie qui se prévaut, pourtant, d'une longue tradition syndicaliste démocratique, la femme est faiblement représentée dans les Instances dirigeantes de l'UGTT, notamment, le bureau exécutif, bien qu'elle occupe une place importante dans les Instances intermédiaires, promet-

tant de remédier à cette situation lors du prochain Congrès national de la Centrale syndicale.

Ainsi, on peut dire d'ores et déjà que la femme syndicaliste tunisienne accèdera au bureau exécutif de l'UGTT, à partir de son Congrès prochain.

Le secrétaire général de l'UGTT a exprimé ses vifs remerciements et sa gratitude à Mme Sharan Burrow, pour le soutien sans réserve apporté par la CSI à la Révolution tunisienne, en mobilisant toutes les Organisations syndicales membres en faveur de la lutte menée par le peuple tunisien contre l'oppression du régime précédent et en vue de l'instauration d'une ère de liberté et de démocratie totales en Tunisie.

Il a incité les femmes syndicalistes arabes à ne pas reculer à étendre leurs revendications à tous les droits politiques et sociaux, sans craindre d'être taxées faire de la politique, car les syndicats sont appelés à défendre les droits politiques et sociaux, indifféremment, sans ambitionner, pour autant, l'accession au pouvoir politique qui reste du ressort des partis politiques, a-t-il dit.

La création de ce Réseau de femmes syndicalistes arabes répond parfaitement à des exigences impérieuses.

Situation arabe alarmante

La région arabe se caractérise par le taux le plus élevé d'inégalités liées au genre. Le taux de participation des femmes au marché du travail y est le plus bas au monde, soit 25%. Les femmes sont, en outre, confinées dans les emplois précaires, mal payées et non protégées, que ce soit dans l'économie informelle, dans les zones franches d'exportation en plein développement, dans les activités de services et de soins, ou encore dans l'agriculture. Les femmes travaillant comme domestiques, dans les pays du Moyen Orient, et notamment dans les pays du Golfe, sont soumises à des conditions de vie et de travail inacceptables. La majorité d'entre elles souffrent, en outre, de discriminations supplémentaires liées au fait qu'elles sont des travailleuses migrantes, privées de leurs droits les plus élémentaires.

La CSI a déjà qualifié la situation dans les pays de la région arabe d'explosive, en raison de cette précarisation sociale, combinée à des politiques autoritaires privant les populations de leurs libertés fondamentales.

Les organisateurs de cette Conférence espèrent, donc, que ce Réseau des femmes syndicalistes arabes contribuera à améliorer cette situation, d'autant que le climat dans les pays arabes, grâce aux Révolutions populaires arabes, se prête, maintenant, à la réussite de cette action d'amélioration.

Le Réseau arabe est appelé aussi à intégrer le Réseau mondial des femmes syndicalistes, et pourra profiter efficacement de l'expérience internationale dans ce domaine.

La CSI représente 137 millions de travailleuses et de travailleurs regroupés au sein de 301 Organisations syndicales nationales dans 151 pays.

Salah BEN HAMADI